Distr.
GENERALE

E/CN.4/1993/68/Add.3
29 janvier 1993

FRANCAIS
Original : ANGLAIS/FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-neuvième session
Point 26 de l'ordre du jour provisoire

LE ROLE DES JEUNES DANS LA PROMOTION ET LA PROTECTION DES DROITS
DE L'HOMME, Y COMPRIS LA QUESTION DE L'OBJECTION DE CONSCIENCE
AU SERVICE MILITAIRE

Rapport du Secrétaire général établi en application
de la résolution 1991/65 de la Commission

Additif

	<u>Page</u>
Introduction	2
OBSERVATIONS COMMUNIQUEES PAR LES GOUVERNEMENTS	2
Côte d'Ivoire	2
Maurice	2
Portugal	2
Qatar	3

Introduction

Le présent additif contient les observations et autres informations que le Secrétaire général a reçues des Gouvernements ivoirien, mauricien, portugais et qatarien, en réponse à la demande qu'il leur avait adressée en application de la résolution 1991/65 de la Commission des droits de l'homme, en date du 6 mars 1991, relative à la question de l'objection de conscience au service militaire.

Observations présentées par le Gouvernement ivoirien

[27 novembre 1992]

[Original : français]

La législation ivoirienne ne prévoit aucune disposition en la matière. Toutefois, un projet de loi en instance d'adoption, portant Code de la fonction militaire, prend en compte le cas des objecteurs de conscience. Ceux-ci accompliront l'obligation du service national dans le cadre d'un service d'aide au développement, dans des structures à vocation scientifique, culturelle, sociale ou humanitaire assurant une mission d'intérêt public.

Observations présentées par le Gouvernement mauricien

[7 décembre 1992]

[Original : anglais]

Maurice n'ayant pas de système de service militaire, la question de l'objection de conscience en la matière ne se pose pas.

Observations présentées par le Gouvernement portugais

[11 janvier 1993]

[Original : français]

1. Le Gouvernement portugais accorde une grande importance à la question de l'objection de conscience au service militaire, ayant suivi avec une particulière attention les travaux des Nations Unies dans ce domaine.

2. Le Portugal soutient les principes établis par les résolutions 1989/59 et 1991/65, ayant par ailleurs été l'un de leurs coauteurs. Ces principes sont déjà reflétés dans la législation nationale sur la question, notamment la loi 7/92, du 2 mai 1992, et le récent décret-loi No 191/92, du 8 septembre 1992 */.

*/ Le décret-loi No 191/92 du 8 septembre 1992 peut être consulté en portugais dans les archives du Centre pour les droits de l'homme.

3. Tenant compte du texte de la résolution 1991/65, le Portugal aimerait particulièrement souligner les modifications survenues dans le domaine de l'objection de conscience au service militaire, à la suite de l'entrée en vigueur du nouveau texte législatif susmentionné.

4. Le décret-loi No 191/92, qui complète la loi sur l'objection de conscience, établit une période de formation pour ceux qui ont obtenu le statut d'objecteur de conscience. Ce stage de formation, qui est une innovation dans le droit portugais et qui constitue une solution étudiée à présent au sein de plusieurs Etats européens, est effectué avant le service civique normal et a une durée de trois mois. La période de formation, établie au paragraphe 3 de l'article 12 du décret-loi No 191/92, comprend une phase de formation générale et une autre de nature spécifique, ayant comme but de développer les capacités professionnelles de l'objecteur et d'assurer son intégration de façon adéquate aux tâches qui composent le service civique, à la lumière des préférences manifestées par l'objecteur.

5. Le décret-loi No 191/92 sauvegarde les droits et les garanties accordés auparavant par la loi portugaise à tout individu ayant obtenu ce statut. Ainsi, les objecteurs de conscience ont droit à un salaire et à des subsides égaux à ceux attribués aux personnes qui accomplissent le service militaire obligatoire, à une carte d'identité et à une alimentation et un logement assurés par l'Etat dans le cas de traitement dans un hôpital.

Observations présentées par le Gouvernement qatarien

[21 décembre 1992]
[Original : arabe]

L'engagement dans les forces armées et dans la police de l'Etat du Qatar est facultatif et volontaire. Vu que le service militaire n'est pas obligatoire, la question de l'objection de conscience en la matière ne se pose pas.